ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC

La Bibliothèque
1802-2002

DIRECTION DE LA BIBLIOTHÈQUE

SERVICE DE LA RÉFÉRENCE

BIBLIOGRAPHIE

No 104

Réforme parlementaire
2000-2005

Bibliographie sélective

par

Joëlle Desjardins

Mise à jour des nos 53 (1980-1995) et 77 (1995-2000)

Mai 2005

TABLE DES MATIÈRES

AUSTRALIE 3

CANADA 4

ÉTATS-UNIS 12

ÉTUDES GÉNÉRALES OU COMPARATIVES 13

GRANDE-BRETAGNE 14

QUÉBEC 23

AUSTRALIE

1. Australie. Victoria. Parliament. Constitution Commission. **A House for our future**. Melbourne : Constitution Commission, 2002. 99 p.
   http://www.dpc.vic.gov.au/CA256D8000265E1A/page/Listing-Publications-Constitution+Commission+Publications!OpenDocument&1=~&2=~&3=~

   « The report recommended that Legislative Council Members be elected by the proportional representation method. It urged adoption of an Australian Senate type of voting, but with optional preferences. Voters therefore would not have to fill in all of the voting paper for a vote to be valid. The Commission recommended fixed four year terms for both Houses of the Parliament and a strengthened committee system. Among other recommendations, the Commission urged the entrenchment of a number of areas of the Victorian Constitution. Entrenchment means that the provisions can only be varied by a special majority of Members of Parliament voting on a bill, or by referendum of the Victorian people. »

2. Costar, Brian. **Reform at last : the Victorian Legislative Council 2003**. Canberra : Australian National University, 2004. 8 p.
   http://democratic.audit.anu.edu.au/costar.pdf

   « This discussion paper describes and analyses the principal features of the Act, the changes it inaugurates to Victoria's bicameral system, and the possibility of an emergent « culture of review » in the upper house post-2006. »

3. Laurie, Neil ; Timperley, Andrew. **Enhancing scrutiny : police corruption allegations lead to parliamentary reform**. *Parliamentarian*. Vol. 82, no 3 (2001). P. 59-64

   « A Royal Commission inquiry called to clean up the state's police force leads to substantial and sometimes innovative changes to the procedures of the Queensland Parliament, including the establishment of committees and measures to strengthen the roles of the opposition and individual Members. »

4. Redenbach, Stephen. **A period of reform for Victoria's Legislative Council**. *The Table*. Vol. 72 (2004). P. 36-45
   328.105 S678 2004

CANADA

5. Aucoin, Peter ; Turnbull, Lori. **The democratic deficit : Paul Martin and parliamentary reform**. *Administration publique du Canada*. Vol. 46, no 4 (Hiver 2003). P. 427-449

   « Le projet qu'a M. Paul Martin de réformer le gouvernement parlementaire afin d'éliminer le soi-disant déficit démocratique exige une plus grande indépendance des députés individuels et de la Chambre des communes à l'égard du gouvernement. Dans le présent article, nous examinons tout d'abord les exigences nécessaires pour que les réformes fonctionnent selon ses mesures de succès. Nous examinons ensuite pourquoi M. Martin a restreint son attaque du déficit démocratique à la seule réforme parlementaire. Troisièmement, nous examinons si la réforme parlementaire est suffisante pour remédier aux insatisfactions et critiques envers le gouvernement canadien qui ont engendré le déficit démocratique perçu. Nous concluons que le plan de M. Martin, à l'exception de la revue des nominations gouvernementales, est solide du point de vue de la démocratie représentative. Il ne parviendra cependant à s'attaquer au déficit démocratique que dans la mesure où le Premier ministre et ses collègues soucieux de réforme seront capables de convaincre les Canadiens que la participation des citoyens aux processus institutionnels d'un gouvernement parlementaire réformé peut être constructive. »

6. Canada. Bureau du Conseil privé. **Éthique, responsabilité, imputabilité : plan d'action pour la réforme démocratique**. Ottawa : Gouvernement du Canada, 2004. 15 p.
   Également disponible à l'adresse électronique
   http://www.pco-bcp.gc.ca/docs/Publications/dr-rd/dr-rd_f.pdf
   CP22-74 2004

   « Le présent plan d'action sur la réforme démocratique constitue la première étape d'une stratégie axée sur l'amélioration de nos institutions politiques et de notre système parlementaire. Les trois piliers de cette réforme sont : l'éthique et intégrité, le rétablissement du rôle représentatif et délibératif des députés, l'imputabilité. »

7. Canada. Parlement. Chambre des communes. Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre. **Projet d'amélioration des rapports financiers au Parlement : phase 2 : continuons en avant**. Ottawa : Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, 2000.
   http://www.parl.gc.ca/infocomdoc/36/2/HAFF/Studies/Reports/haffrp037-f.html#TOC2

   Rapport Szabo.
   « Le Sous-comité sur l'amélioration des rapports au Parlement a été chargé

d'examiner une série de propositions faites par le Centre pour la collaboration gouvernementale relativement à l'initiative du Secrétariat du Conseil du Trésor pour l'amélioration des rapports au Parlement (Phase II) et de faire des recommandations à cet égard. Les propositions étaient regroupées sous quatre thèmes : adapter l'information budgétaire aux besoins des parlementaires. Simplifier et consolider les rapports. Renforcer le processus d'examen parlementaire. Améliorer l'information du Parlement sur les plans de dépenses du gouvernement et sur l'usage des fonds en fonction de ces plans. »

8. Canada. Parlement. Chambre des communes. Comité permanent des opérations gouvernementales et des procédures budgétaires. **Pour un examen valable : améliorations à apporter au processus budgétaire : rapport du Comité permanent des opérations gouvernementales et des procédures budgétaires**. Ottawa : Comité permanent des opérations gouvernementales et des procédures budgétaires, 2003.
http://www.parl.gc.ca/InfocomDoc/Documents/37/2/parlbus/commbus/house/reports/oggorp06/06-toc-f.htm

« La partie II du rapport donne un aperçu du travail déjà accompli et des progrès réalisés au processus budgétaires. Elle définit également l'approche qui a été adoptée dans le cadre de la présente étude et les raisons qui l'ont motivée. La partie III consiste en un examen des stratégies que les comités parlementaires peuvent utiliser pour tirer le meilleur parti possible de l'information actuellement disponible et du temps des députés. La partie IV renferme des recommandations au sujet des rapports actuellement fournis par les organismes gouvernementaux, lesquelles ont pour but d'assurer que l'information qu'ils contiennent soit la plus utile possible pour les parlementaires. La partie V traite de l'examen des budgets supplémentaires des dépenses entrepris en février dans le cadre de son mandat par le Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires et renferme des recommandations sur cet aspect du processus budgétaire. La partie VI aborde la question de l'accès à l'information qui a été soulevée durant l'examen des budgets supplémentaires des dépenses par le comité et qui, de l'avis de ce dernier, intéresse le processus budgétaire. »

9. Canada. Parlement. Chambre des communes. Comité spécial sur la modernisation et l'amélioration de la procédure à la Chambre des communes. **Rapport du Comité spécial sur la modernisation et l'amélioration de la procédure à la Chambre des communes**. Ottawa : Comité spécial sur la modernisation et l'amélioration de la procédure à la Chambre des communes, 2001. 35 p. Également disponible à l'adresse électronique
http://www.parl.gc.ca/InfoComDoc/37/1/SMIP/Studies/Reports/SMIP/t_o_c-f.htm
XC2-371 1-1-01

Rapport Kilger.

« Comme pour toutes les tentatives de réforme du Parlement, plusieurs principes et objectifs ont orienté notre travail. De façon générale, il y a une nette volonté de réaffirmer la primauté de la Chambre des communes et d'en accroître l'efficacité et l'efficience. Les députés veulent responsabiliser davantage les ministres et le gouvernement dans son ensemble et souhaitent que les parlementaires puissent exercer une plus grande influence sur le processus législatif. Il semble que les députés de la Chambre des communes devraient disposer de pouvoirs accrus et que le rôle du Président, en sa qualité de serviteur et de porte-parole de la Chambre, devrait être élargi. Il faut arriver à établir un équilibre entre les intérêts du gouvernement, qui souhaite réaliser son programme législatif, et ceux de l'opposition, qui veut questionner et critiquer le gouvernement. D'autres intérêts divergents doivent aussi être conciliés; par exemple, les tensions inévitables entre certains députés et leurs partis ainsi qu'entre la Chambre et ses comités, pour n'en nommer que deux. Il faut rehausser le niveau du débat parlementaire en permettant que s'établisse un dialogue constructif et en améliorant la pertinence des mécanismes parlementaires. Les députés veulent et doivent tirer parti des possibilités offertes par les nouvelles technologies. Il doit y avoir concordance entre les règles de procédure et l'évolution des usages, et la procédure doit s'adapter au contexte et aux exigences modernes. Le temps est un élément précieux à la Chambre des communes et il doit être utilisé de façon judicieuse. »

10. Canada. Parlement. Comité mixte permanent de la Bibliothèque. **Un Parlement selon nos voeux : les vues des parlementaires sur la réforme du Parlement : rapport préparé par la Bibliothèque du Parlement**. Ottawa : Bibliothèque du Parlement, 2003. 27 p.
http://www.parl.gc.ca/information/library/views/pdf/parliamentviews-f.pdf

11. Canada. Parlement. Sénat. Comité permanent du règlement, de la procédure et des droits du Parlement. **Moderniser le Sénat de l'intérieur : actualisation de la structure des comités sénatoriaux : quatorzième rapport : questions soulevées par des sénateurs**. Ottawa : Comité permanent du règlement, de la procédure et des droits du Parlement, 2002. 22 p.
http://www.parl.gc.ca/37/1/parlbus/commbus/senate/com-f/rul2-f/rep-f/rep14jun02-f.htm

« Les recommandations exposées dans le rapport complètent celles figurant dans le onzième rapport du Comité en vue d'améliorer progressivement le système des comités sénatoriaux dans le dessein d'améliorer l'exécution des rôles fondamentaux du Sénat. Elles visent à accentuer l'impact des rapports des comités, renforcer le rôle du Sénat en matière de langues officielles et définir le rôle de nouveaux comités chargés des pétitions et des questions référendaires sur la sécession. »

12. Canada. Parlement. Sénat. Comité permanent du règlement, de la procédure et des droits du Parlement. **Moderniser le Sénat de l'intérieur : actualisation de la structure des comités sénatoriaux : onzième rapport : questions opérationnelles**. Ottawa : Comité permanent du règlement, de la procédure et des droits du Parlement, 2002. 30 p.
http://www.parl.gc.ca/37/1/parlbus/commbus/senate/com-f/rul2-f/rep-f/rep11mar02-f.htm

« Le présent rapport reflète l'opinion qu'il n'existe aucune solution structurelle magique au problème de la charge de travail, parce que sa cause principale n'est pas d'ordre structurel. Il est possible toutefois d'apporter des modifications, fondées sur deux thèmes, à la manière dont le système des comités fonctionne. Le premier thème est une plus grande souplesse. En maximisant la capacité du Sénat d'ajuster la structure de ses comités en fonction de besoins variés, on réduira les inefficacités inhérentes à la structure. Le deuxième thème est une meilleure coordination. En réduisant les conflits d'horaire et d'autres obstacles qui nuisent aux sénateurs, et en ajustant plus étroitement l'activité des comités aux priorités du Sénat, on pourra mieux rentabiliser le temps et les ressources financières investies dans le systèmes des comités. Parmi les modifications recommandées, il y a : réduire la taille des comités si possible; utiliser davantage les cases horaires moins occupées; établir plus judicieusement le calendrier; et limiter la création de sous-comités et leurs réunions spéciales. »

13. Dobell, Peter C. **La réforme de la procédure parlementaire : le point de vue des députés**. Montréal : Institut de recherche en politiques publiques, 2000. 44 p. (Enjeux publics : 1492-7004)
Également disponible à l'adresse électronique
http://www.irpp.org/fr/fasttrak/index.htm
320.6 P769 01-09

« Depuis un demi-siècle, la multiplication des ressources et des moyens de communication gouvernementaux a entraîné un accroissement correspondant du pouvoir de l'exécutif, un phénomène qui a parallèlement contribué à l'affaiblissement du rôle des parlementaires. Dans aucune autre législature de type britannique n'a-t-on observé un transfert aussi marqué vers le pouvoir exécutif qu'à la Chambre des communes du gouvernement canadien. Pour redresser la situation, le Centre parlementaire a d'abord préparé et distribué aux députés une série de documents d'information décrivant quelques modestes réformes adoptées par d'autres Parlements du Commonwealth. Le 10 mai 2000, une réunion sur la Colline parlementaire fut organisée pour recueillir l'opinion des députés, et les parlementaires ont aussi été invités à compléter un questionnaire sur le sujet. Résumées dans ce rapport, leurs réponses nous apprennent ce que pensent bon nombre de députés de la 36e Législature, toutes régions et tous partis confondus, de tels changements. On peut également y lire certaines remarques ajoutées par les

répondants pour motiver leurs points de vue et mettre en lumière les problèmes que susciterait la mise en oeuvre de ces réformes. »

14. Docherty, David C. **The Canadian Senate : chamber of sober reflection or loony cousin best not talked about?** *Journal of Legislative Studies.* Vol. 8, no 3 (Fall 2002). P. 27-48

    « The Canadian Senate has been the object of much debate and scorn. An appointed body, the Senate has never successfully fulfilled its original purposes, namely to be a voice for regional and propertied interests. Its anti-democratic foundations have made the Senate easy prey for public cynicism, despite the fact that its appointed members are more reflective of the Canadian population than the elected members of House of Commons. There have been many attempts at Senate reform in the past quarter-century, none of which have been implemented. This article argues that most attempts at Senate reform have failed because they have been linked to larger constitutional reform packages. The best hope for change to the structure of the Senate lies in smaller, incremental moves that do not require amending the Canadian constitution. »

15. **Forum sur la réforme parlementaire**. Ottawa : Centre parlementaire, 2003. 20 p. http://www.parlcent.ca/publications/pdf/reform_f.pdf

    « Peut-être plus que toute autre institution, le Parlement est affaire de relations, principalement avec les citoyens, mais aussi avec les partis politiques et entre ceux-ci, avec le pouvoir exécutif et entre le député et son parti. Nous croyons que ce qui se passe au Parlement et qui intéresse le citoyen, en d'autres termes ce que le Parlement produit, traduit l'évolution de ces relations, à tout le moins en ce qu'elles reflètent les pouvoirs, les règles, les procédures et les moyens. Dans ce texte, nous en signalons les points faibles mais également certaines actions que nous portons à l'attention des parlementaires, des partis politiques et de l'exécutif dans le but de solidifier ces relations qui sont les fondements mêmes de la démocratie canadienne. »

16. **Forum sur la réforme parlementaire : rapport succinct**. Ottawa : Centre parlementaire, 2003. 6 p.
    http://www.parlcent.ca/publications/pdf/summary_report_f.pdf

    « Peut-être plus que toute autre institution, le Parlement est affaire de relations, principalement avec les citoyens, mais aussi avec les partis politiques et entre ceux-ci, avec le pouvoir exécutif et entre le député et son parti. Nous croyons que ce qui se passe au Parlement et qui intéresse le citoyen, en d'autres termes ce que le Parlement produit, traduit l'évolution de ces relations, à tout le moins en ce qu'elles reflètent les pouvoirs, les règles, les procédures et les moyens. Dans ce texte, nous en signalons les points faibles mais également certaines actions que nous portons à

l'attention des parlementaires, des partis politiques et de l'exécutif dans le but de solidifier ces relations qui sont les fondements mêmes de la démocratie canadienne. »

17. Gibson, Gordon. **Democratic reform, part VII : representation, oversight, and adversarial governance**. *Fraser Forum*. (September 2002). P. 23-26 Également disponible à l'adresse électronique http://www.fraserinstitute.ca/admin/books/chapterfiles/Democratic%20Reform-Part%20VII~~%20Representation,%20Oversight%20and%20Adversarial%20Governance-23-26FFSept.pdf

    « In the seventh of this eight-part series of articles on issues of democratic reform, we examine the elected machinery of government. Legislatures have as their main purposes, first, the setting of broad policy (through the imposition of laws, taxes and expenditures) and, second, the oversight of government in its execution of those purposes. Our Canadian legislatures achieve the first but largely fail in the second function. »

18. Malloy, Jonathan. **L'« Approche du gouvernement responsable » et son effet sur les études législatives canadiennes**. Groupe canadien d'études des questions parlementaires, Novembre 2002. 15 p. (Perspectives parlementaires : no 5)
    B 2002 080

    « [...] Selon M. Malloy, la réforme parlementaire, qui a suscité un intérêt accru chez les politiciens et le public, n'a pas provoqué le même engouement chez les universitaires, qui semblent ne pas se préocupper d'étudier nos institutions gouvernementales. »

19. McCormick, Peter ; Vander Ploeg, Casey G. **Beyond regionalism : the rest of the Senate reform story**. Calgary : Canada West Foundation, 2000. 16 p. http://www.cwf.ca/abcalcwf/doc.nsf/publications?ReadForm&id=8106FF86B0BD07B587256BD5005CC09B

    « The debate over Senate reform has traditionally revolved around the larger issue of regional representation - how smaller and less populated regions can be effectively represented within the institutions of national decision-making. As such, Senate reform is typically viewed as speaking only to the smaller provinces in Canada. But regional representation is only one item in a much larger catalogue of reasons for Senate reform. Indeed, a renewed Senate is essential if Canada is to achieve its democratic potential and if our country's great diversity is to be represented in national decision-making. »

20. McCormick, Peter ; Vander Ploeg, Casey G. **Why a Senate, why Senate reform, and why a Senate election?** Calgary : Canada West Foundation, 2000.

http://www.cwf.ca/abcalcwf/doc.nsf/publications?ReadForm&id=9E16C97E02E17D7887256BD300050950

« Canada desperately needs real federalism - a respect for the division of powers and an effective Senate in the national parliament. Canada is one of the most diverse countries in the world, and it has the largest population inequalities of any modern federal state. The report goes on to explore the upcoming Senate election in Alberta, and concludes that it is an incremental first step, but one that other provinces can emulate. Formal constitutional change is not necessary for Canada to achieve Senate reform. If the Prime Minister were willing, he could agree only to appoint individuals who were first elected and who agreed to limit their term to five or six years. If he were willing to only appoint four or six Senators for each province, the spirit of provincial equality would also be achieved. In short, an effective Senate is possible without formal constitutional change. »

21. Nouveau-Brunswick. Commission sur la démocratie législative. **Pour que le système fonctionne : renforcer le rôle des députés et des députées de l'Assemblée législative**. In *Rapport final et recommandations*. Fredericton : Commission sur la démocratie législative, 2004. P. 82-88
http://www.gnb.ca/0100/FinalReport-f.pdf

« Mandat : Examiner des façons d'accroître le rôle de l'Assemblée législative et des députés provinciaux dans la prise de décisions tout en assurant une plus grande responsabilisation des députés à l'égard de leurs électeurs et de la population du Nouveau-Brunswick, et formuler des recommandations à cet effet. »

22. Ontario. Assemblée législative. Comité permanent de l'Assemblée législative. **Journal des débats : réformes parlementaires**. Toronto : Assemblée législative, 2002. 20 p.
http://www.ontla.on.ca/hansard/committee_debates/37_parl/Session3/legassembly/pdfM002.pdf

3e session, 37e législature, 20 juin 2002. Expert invité : David Docherty. « My understanding when I was asked or in my discussion about what we were talking about was relatively restricted to questions of making private members or backbenchers more integral to the system or giving them a greater role within the system, and that we're not really talking about larger questions of legislative reform that may or may not include electoral reform or those types of issues. So I'll try to confine my comments particularly to those kinds of internal matters, although I'm happy to talk about the impact some of those changes, say, to PR or alternative vote systems or other systems might make on the role of the private members. »

23. Parent, Mark. **The recent experience in empowering members**. In *Canada : a federation of democracies*. [London : General Council of the Commonwealth Parliamentary Association, 2004]. P. 57-59
328.7107 C212 2004

24. **Parliament : cries for reform**. *Inside Ottawa*. Vol. 9, no 4 (December 18, 2000). P. 1-3
http://www.arcpub.com/iosubs/Vol9no4.pdf

25. **Parliamentary reform : implications for stakeholders of an enhanced role for Members of Parliament in shaping and approving legislation : summary of proceedings of a joint roundtable held by the Public Policy Forum and the Canadian Chamber of Commerce**. Ottawa : Public Policy Forum, 2003. 4 p.
http://www.ppforum.com/ow/parliamentary_reform.pdf

« The objective of the evening was to study what might be the practical implications for those stakeholders who try to track (or influence) the public policy process. Would such changes gradually tilt our parliament toward a US-style congressional system? What would be the impact on relations between individual MPs and their electors and/or financial backers? What would be the impact on the quality of legislation? And in the end, would this really improve democracy in Canada? »

26. **Réforme parlementaire : un créneau**. Ottawa : Centre parlementaire, 2003. 22 p.
Également disponible à l'adresse électronique
http://www.parlcent.ca/publications/oppg_19_f.pdf
B 2003 082

« Avec l'arrivée au pouvoir imminente d'un nouveau premier ministre et trois des quatre partis de l'opposition dirigés par un nouveau chef, la perspective d'un accord d'envergure sur les changements à apporter pour aider le Parlement à assumer son rôle démocratique d'une manière plus efficace et à donner aux députés d'arrière-ban un rôle plus gratifiant est plus grande. »

27. **La réforme parlementaire vue par les députés**. *Revue parlementaire canadienne*. Vol. 24, no 2 (Été 2001). P. 13-20
Également disponible à l'adresse électronique
http://www.parl.gc.ca/infoparl/francais/issue.htm?param=79&art=215

« Le 21 mars 2001, le leader du gouvernement à la Chambre, M. Don Boudria, a présenté une motion visant à créer un Comité spécial sur la modernisation et l'amélioration de la procédure à la Chambre des communes. Constitué du vice-président, au poste de président, et des leaders à la Chambre des cinq partis représentés aux Communes, le Comité a reçu pour instruction de présenter un rapport en juin 2001 au plus tard. Il a été

convenu qu'aucun changement ne serait apporté au Règlement de la Chambre des communes sans le consentement unanime de tous les membres du Comité. Après que les leaders à la Chambre ont prononcé leurs discours, un certain nombre de députés ont exprimé leurs points de vue à l'occasion d'un débat qui s'est poursuivi jusqu'aux petites heures du matin. Suivent des extraits, légèrement révisés, de ce débat. »

28. Robertson, James R. **La réforme de la procédure de la Chambre des communes**. Éd. rev. Ottawa : Bibliothèque du Parlement, Direction de la recherche parlementaire, 2002. 22 p.
http://www.parl.gc.ca/information/library/PRBpubs/8215-f.pdf

29. Saskatchewan. Legislative Assembly. Special Committee on Rules and Procedures. **Second report**. Regina : Legislative Assembly of Saskatchewan, 2001. 15 p.
http://www.legassembly.sk.ca/committees/Archive/Rules/rules_report_July2001.pdf

« After review of the proposals and comments of its members, your committee agreed that as a matter of priority the areas of Committee reform and Private Members' business should be pursued in tandem, with the expectation that major changes in these areas would have significant consequences for the general structure of Assembly proceedings. »

ÉTATS-UNIS

30. Adler, E. Scott. **Why congressional reforms fail : reelection and the House committee system**. Chicago : University of Chicago Press, 2002. 263 p. 328.730765 A237 2002

31. Wolfensberger, Donald R. **A reality check on the Republican House reform revolution at the decade mark**. Washington, DC : Woodrow Wilson International Center for Scholars, 2005. 21 p.
http://wwics.si.edu/events/docs/repub-rev-essay.pdf

« The purpose of this essay is to explore the theoretical rationale behind the Republicans' House reform agenda and assess whether Republicans have indeed changed the way the House does business over the last decade or whether they have simply reverted to politics as usual in the way they govern the institution. »

ÉTUDES GÉNÉRALES OU COMPARATIVES

32. Bilger, Hélène. **MPs attitudes towards scrutiny in Britain and France**. [S.l. : s.n.], 2002. 23 p.
http://www.essex.ac.uk/ecpr/events/jointsessions/paperarchive/turin/ws16/Bilger.pdf

    Draft prepared for the ECPR workshop on the renewal of Parliaments, 22-27 March 2002, Turin.

33. Gay, Oonagh ; Winetrobe, Barry K. **Officers of Parliament : transforming the role**. London : Constitution Unit, 2003. 79 p.
328.41073 G285 2003

    « This important report breaks new ground in examining the institutional relationship between constitutional watchdogs and Parliament, both at Westminster and at Holyrood. The report draws on experience of the role in Australia, Canada and New Zealand, and recommends that Westminster and Holyrood adapt the Officers of Parliament Committee model used in New Zealand to monitor the work of its Officers. It also recommends more systematic use by Parliament of the information provided by constitutional watchdogs in annual reports and evidence sessions. Watchdogs have important messages to publicise about the operation of the executive, and need to be valued as an important tool in scrutiny of the executive. But watchogs need to ensure that institutional mechanisms exist also to prevent interference from the legislature, under the guise of accountability. »

34. Roness, Paul G. **Réformer les parlements et les gouvernements centraux : réajustement structurel et caractéristiques institutionnelles**. *Revue internationale des sciences administratives*. Vol. 67, no 4 (Décembre 2001). P. 673-690

35. Russell, Meg. **Upper House reform in the UK and Australia**. *Australian Journal of Political Science*. Vol. 36, no 1 (March 2001). P. 27-44

    « Discussion of upper house reform in the United Kingdom has been relatively muted in recent years, given the House of Lords' status as the world's last hereditary second chamber. However, a reform in 1999 removed the bulk of hereditary peers from the chamber and started a process of reflection about the appropriate role, functions and composition of the upper house. Fundamental questions arise about the power of the respective chambers at Westminster, the power of the government's mandate, and the possible territorial role of the upper house given the new devolution settlement. This paper describes recent developments, and contrasts the recent reform debate in the United Kingdom with the ongoing Senate reform debate in Australia. It discusses the extent to which views are converging

and the likely outcomes of reform. »

36. Russell, Meg; Sandford, Mark. **Why are second chambers so difficult to reform?** *Journal of Legislative Studies*. Vol. 8, no 3 (Fall 2002). P. 79-89

    « The experiences of second chambers in Canada, Australia, Italy and Ireland suggest that second chamber reform faces a number of inherent problems. It must frequently negotiate exacting procedures for constitutional change, may be caught up in wider constitutional issues and often comes a long way down the list of a government's priorities: an ineffective second chamber, or one with low public legitimacy, can be of value to the government. In the UK the public commitment of the current Government, based on decades of Labour Party tradition, together with the absence of a written constitution, may increase the likelihood of these obstacles being overcome. »

37. Seidle, F. Leslie ; Docherty, David C. **Reforming parliamentary democracy**. Montreal : McGill-Queen's University Press, 2003. 245 p.
    328.304 R332 2003

GRANDE-BRETAGNE

38. Black, Tom. **Squaring the circle : a fully democratic yet fully workable parliamentary reform**. London : Thomas Cameron Black, 2002. 66 p.

    « In its reform of the Lords, Labour is right to abolish the privilege of hereditary Peers, but if the second chamber becomes fully representative, it will match the Commons in authority. Why should either then be subordinate? For Parliament to function as we know it, one House must dominate. But how, when both are democratic? The second chamber needs to be subordinate in practice as well as theory. What guarantee can there be that an elected chamber, once in place, will not come to assert itself too strongly against the Commons, and sooner or later cause legislative gridlock? Proportional Balance delivers the guarantee. »

39. Brazier, Alex. **Parliament and public purse : improving financial scrutiny**. London : Hansard Society, Scrutiny Division, [2000?]. 29 p.
    B 2000 119

40. Brazier, Alex. **Systematic scrutiny : reforming the select committees** . London : Hansard Society, [2000]. 28 p.
    B 2000 049

41. Coleman, Stephen. **Sounding out the public : a review of the national discussion on the reform of the Second Chamber**. London : Hansard Society, 2000. 13 p.
B 2000 134

42. Cubie, George. **Changing times**. *The Table*. Vol. 71 (2003). P. 83-86
328.105 S678 2003

43. Davey, Edward. **Making MPs work for our money : reforming Parliament's role in budget scrutiny**. London : Centre for Reform, 2000. 48 p.
http://www.edwarddavey.co.uk/pamphlet.pdf

44. Davies, Michael. **House of Lords : new ways of working**. *The Table*. Vol. 71 (2003). P. 28-34
328.105 S678 2003

45. Flinders, Matthew. **Shifting the balance? Parliament, the executive and the British Constitution**. *Political Studies*. Vol. 50, no 1 (March 2002). P. 23-42
Également disponible à l'adresse électronique
http://www.politicalstudies.org/pdf/flinders.pdf

« This article examines the paradoxes of parliamentary reform. Focusing mainly on the House of Commons, the first section highlights the contradictory roles of parliament and utilizes a distinction between the «Whig» and «Peelite» conceptions of the Whitehall-Westminster model to demonstrate the ambiguities and tensions that exist. This framework is then applied to a case study of parliamentary reform under Labour governments since 1997 in the second section. The third section emphasizes that parliament cannot be studied in isolation. It suggests that the British constitution is at a critical historical, political and institutional juncture in which a number of inter-linked emerging agendas are altering the relationship between parliament and the executive. The significance of these emerging agendas is that, unlike internal reform of parliament, they are largely beyond the executive's control. The combined influence of these factors is likely to impel the executive, at some point, to support a coherent and far-reaching reappraisal of the structure, role and powers of parliament. Consequently the degree to which Britain (*de facto*) remains a parliamentary state will be subject to intense and increasing debate. »

46. Grande-Bretagne. Department for Constitutional Affairs. **Constitutional reform : next steps for the House of Lords**. London : Department for Constitutional Affairs, 2003. 68 p.
http://www.dca.gov.uk/consult/holref/holref03.pdf

« This consultation paper sets out the action the Government proposes to take on two of the most glaring current anomalies – the hereditaries and the position of the non statutory Appointments Commission – as our 2001 Manifesto promised. We also propose a number of other sensible reforms to the Lords, including bringing the rules relating to disqualification of peers into line with those of the Commons, and making it possible for life peers to renounce their peerages. »

47. Grande-Bretagne. Parliament. House of Commons. House of Lords. Joint Committee on House of Lords Reform. **House of Lords reform : second report**. London : Stationery Office, 2003. 39 p.
http://www.publications.parliament.uk/pa/jt200203/jtselect/jtholref/97/97.pdf

48. Grande-Bretagne. Parliament. House of Commons. House of Lords. Joint Committee on House of Lords Reform. **House of Lords reform : first report**. London : Stationery Office, 2002. 42 p.
http://www.publications.parliament.uk/pa/jt200203/jtselect/jtholref/17/17.pdf

49. Grande-Bretagne. Parliament. House of Commons. Liaison Committee. **Select committees : modernisation proposals**. London : Stationery Office, 2002.
http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200102/cmselect/cmliaisn/692/69202.htm

50. Grande-Bretagne. Parliament. House of Commons. Liaison Committee. **Shifting the balance : select committees and the executive : report and proceedings of the Committee : first report**. London : Stationery Office, 2000. 29 p.
Également disponible à l'adresse électronique
http://www.publications.parliament.uk/pa/cm199900/cmselect/cmliaisn/300/30002.htm
328.41072 G751p 1999-2000 300

51. Grande-Bretagne. Parliament. House of Commons. Liaison Committee. **Shifting the balance : unfinished business**. London : Stationery Office, 2001. 48 p.
http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200001/cmselect/cmliaisn/321/32103.htm

52. Grande-Bretagne. Parliament. House of Commons. Select Committee on Modernisation of the House of Commons. **Connecting Parliament with the public : the House of Commons Commission's response to the Committee's first report of session 2003-04 : first special report of session 2004-05**. London : Stationery Office, 2004. 7 p.
http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200405/cmselect/cmmodern/69/69.pdf

53. Grande-Bretagne. Parliament. House of Commons. Select Committee on Modernisation of the House of Commons. **Connecting Parliament with the public : first report of session 2003-04 : report, together with formal minutes, oral and written evidence**. London : Stationery Office, 2004. 59 p.
http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200304/cmselect/cmmodern/368/368.pdf

54. Grande-Bretagne. Parliament. House of Commons. Select Committee on Modernisation of the House of Commons. **Modernisation of the House of Commons : a reform programme for consultation : memorandum submitted by the Leader of the House of Commons**. London : Stationery Office, 2001. 10 p.
328.41072 G751p 2001-02 440

55. Grande-Bretagne. Parliament. House of Commons. Select Committee on Modernisation of the House of Commons. **Modernisation of the House of Commons : first report : programming of legislation : report and appendix, together with the proceedings of the Committee relating to the report**. London : Stationery Office, 2001.
http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200001/cmselect/cmmodern/382/38202.htm

56. Grande-Bretagne. Parliament. House of Commons. Select Committee on Modernisation of the House of Commons. **Modernisation of the House of Commons : a reform programme : second report of session 2001-02 : volume 1 : report and proceedings of the Committee**. London : Stationery Office, 2002. 33 p.
http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200102/cmselect/cmmodern/1168/1168.pdf

57. Grande-Bretagne. Parliament. House of Commons. Select Committee on Modernisation of the House of Commons. **Modernisation of the House of Commons : fourth report : sittings in Westminster Hall : report, proceedings and appendices of the Committee**. London : Stationery Office, 2000.
http://www.publications.parliament.uk/pa/cm199900/cmselect/cmmodern/906/90602.htm

58. Grande-Bretagne. Parliament. House of Commons. Select Committee on Modernisation of the House of Commons. **Modernisation of the House of Commons : third report : thursday sittings : report and proceedings of the Committee**. London : Stationery Office, 2000.
http://www.publications.parliament.uk/pa/cm199900/cmselect/cmmodern/954/95402.htm

59. Grande-Bretagne. Parliament. House of Commons. Select Committee on Modernisation of the House of Commons. **Modernisation of the House of Commons : second report : programming of legislation and timing of votes: report and proceedings of the Committee**. London : Stationery Office, 2000.
http://www.publications.parliament.uk/pa/cm199900/cmselect/cmmodern/589/58902.htm

60. Grande-Bretagne. Parliament. House of Commons. Select Committee on Modernisation of the House of Commons. **Modernisation of the House of Commons : first report : facilities for the media: report and proceedings of the Committee**. London : Stationery Office, 2000. http://www.publications.parliament.uk/pa/cm199900/cmselect/cmmodern/408/40802.htm

61. Grande-Bretagne. Parliament. House of Commons. Select Committee on Modernisation of the House of Commons. **Programming of bills : first report of session 2002-03 : report, together with formal minutes and written evidence**. London : Stationery Office, 2003. 53 p.
http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200203/cmselect/cmmodern/1222/1222.pdf

62. Grande-Bretagne. Parliament. House of Commons. Select Committee on Modernisation of the House of Commons. **Programming of legislation : report and appendix, together with the proceedings of the Committee relating to the report : first report**. London : Stationery Office, 2001. 10 p.
Également disponible à l'adresse électronique
http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200001/cmselect/cmmodern/382/38202.htm
328.41072 G751p 2001-01 382

63. Grande-Bretagne. Parliament. House of Commons. Select Committee on Modernisation of the House of Commons. **Select committees : first report of session 2001-02**. London : Stationery Office, 2002.
Également disponible à l'adresse électronique
http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200102/cmselect/cmmodern/224/22402.htm
328.41072 G751p 2001-02 224
2 vol.

64. Grande-Bretagne. Parliament. House of Commons. Select Committee on Modernisation of the House of Commons. **Sitting hours : first report of session 2004-05 : report, together with formal minutes, oral and written evidence**. London : Stationery Office, 2005. 125 p.
http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200405/cmselect/cmmodern/88/88.pdf

65. Grande-Bretagne. Parliament. House of Commons. Select Committee on Procedure. **Election of a speaker : report, together with the proceedings of the Committee relating to the report, minutes of evidence and appendices : second report**. London : Stationery Office, 2001. 76 p.
Également disponible à l'adresse électronique
http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200001/cmselect/cmproced/40/4002.htm
328.41072 G751p 2000-01 040

66. Grande-Bretagne. Parliament. House of Lords. Group Appointed to Consider how the Working Practices of the House can be Improved. **Report by the Group Appointed to Consider how the Working Practices of the House can be Improved, and to make recommendations**. London , 2002. 9 p.
http://www.publications.parliament.uk/pa/ld200102/ldselect/ldrecod/111/11102.htm

67. Grande-Bretagne. Prime Minister. **The House of Lords : completing the reform**. Norwich : Stationery Office, 2001. 37 p. (Command paper : 5291)
B 2001 110

Réponse du gouvernement au document de la Royal Commission on the Reform of the House of Lords intitulé : A House for the future.

68. Hansard Society for Parliamentary Government. Commission on Parliamentary Scrutiny. **The challenge for Parliament : making government accountable : report of the Hansard Society Commission on Parliamentary Scrutiny**. London : Vacher Dod Publishing, 2001. 194 p.
328.410974 H249 2001

69. Kelly, Richard. **House of Lords reform : recent developments**. London : House of Commons Library, Parliament and Constitution Centre, 2005. 19 p.
http://www.parliament.uk/commons/lib/research/notes/snpc-02973.pdf

70. Kelly, Richard. **Modernisation : carry-over of public bills**. London : House of Commons Library, Parliament and Constitution Centre, 2004. 9 p.
http://www.parliament.uk/commons/lib/research/notes/snpc-03236.pdf

« The carry-over of public bills from one session to the next was suggested by the Modernisation Committee as a way of reducing the fluctuations in legislative activity caused by Parliamentary sessions. After briefly summarising the Modernisation Committee's views, this note describes the different approaches to allowing bills to be carried forward in this way in both the House of Commons and the House of Lords. »

71. Kelly, Richard. **Modernisation of the House of Commons: changes agreed on 29 October 2002**. London : House of Commons Library, 2002. 7 p.
http://www.parliament.uk/commons/lib/research/notes/snpc-02014.pdf

« This Standard Note summarises the main changes to the procedures of the House of Commons following the debate on 29 October 2002. This followed the Second Report of the Modernisation Select Committee, the Third Report of the Procedure Committee and the Government response to the Procedure Committee's report, all published in the 2001/02 session. »

72. Kelly, Richard. **Modernisation : select committees : core tasks**. London : House of Commons Library, Parliament and Constitution Centre, 2004. 7 p. http://www.parliament.uk/commons/lib/research/notes/snpc-03161.pdf

« This note reports the Core Tasks for Select Committees that were agreed by the Liaison Committee (the committee of select committee chairmen) on 20 June 2002. The note also compares the eventual core tasks with a number of earlier proposals. »

73. Kelly, Richard. **Modernisation : sitting hours**. London : House of Commons Library, Parliament and Constitution Centre, 2005. 16 p. http://www.parliament.uk/commons/lib/research/notes/snpc-02854.pdf

« Since the changes in the House's sitting hours, which were agreed in October 2002 and introduced in January 2003, there has been considerable pressure for a review of the effect of the changes. »

74. Kelso, Alexandra. **An invitation to partisanship : the Labour government, the modernisation Committee and efficiency reforms in the House of Commons**. London : Political Studies Association, 2004. 16 p. http://www.psa.ac.uk/cps/2004/Kelso.pdf

Paper delivered to the Political Studies Association Conference, University of Lincoln, 6th-8th April 2004.

75. Kelso, Alexandra. **Where were the massed ranks of parliamentary reformers? « Attitudinal » and « contextual » approaches to parliamentary reform**. *Journal of Legislative Studies*. Vol. 9, no 1 (Spring 2003). P. 57-76

76. Norton, Philip. **Reforming Parliament in the United Kingdom : the report of the Commission to Strengthen Parliament**. *Journal of Legislative Studies*. Vol. 6, no 3 (Autumn 2000). P. 1-14

« There is widespread recognition in the UK that there is an imbalance in the relationship between Parliament and the government. The case for reform is clear and a big-bang approach is necessary. This entails implementing an extensive package of reforms, including strengthening several components parts of Parliament, strengthening parliamentary scrutiny, independent introduction of tax-management measures, and applying constitutional change. These reforms should be undertaken in order to strengthen Parliament as a body that can call government to account. The

proposal is designed to be implemented in the lifetime of the Parliament. »

77. Norton, Philip. **Strengthening Parliament : the report of the Commission to Strengthen Parliament**. London : The Conservative Party, 2000. 72 p. http://www.conservatives.com/pdf/norton.pdf

« Parliament has a number of functions that it has generally fulfilled effectively. However, there is an imbalance in the relationship between Parliament and the executive. There is a need to ensure that Parliament can call government to account. The task you set us was to analyse the reasons for the imbalance and to make recommendations to correct it. You also asked us to make recommendations to ensure that English Bills were considered by MPs from English constituencies. The report embodies our analysis of the role and functions of Parliament, the reasons for the imbalance in executive-legislative relations and our proposals for ensuring a balanced system. »

78. Oliver, Dawn. **The challenge for Parliament**. *Public Law*. Vol. 46 (Winter 2001). P. 666-674

« The challenge for Parliament : making government accountable is the title of an important report, published in July 2001, by the Hansard Society Commission on Parliamentary Scrutiny. The Hansard Society report sets out seven principles for reform : - Parliament should be at the apex of the system of scrutiny of the executive; - Parliament must develop a culture of scrutiny; - committees should play a more influential role within Parliament; - the chamber should remain central to accountability; - financial scrutiny should be central to accountability; - the House of Lords should complement the Commons; and - Parliament must communicate more effectively with the public. »

79. Power, Greg. **Creating a working parliament : reform of the Commons Chamber**. London : Hansard Society, Scrutiny Commission, [2000?]. 29 p. B 2000 120

80. Power, Greg. **Making government accountable : the report of the Hansard Society Commission on Parliamentary Scrutiny**. *Journal of Legislative Studies*. Vol. 7, no 2 (Summer 2001). P. 1-12

« The report's central theme is that Parliament must adapt to the changes in government, the constitution and society, so that it is at the apex of the system of accountability. Reform should aim to ensure that politicians draw more effectively on the investigations of the many regulators, inspectors and commissioners that now exist. It should bring greater clarity and co-ordination to the role played by MPs and peers inside Westminster and, in this respect, the commission places emphasis on the reform of the committee system. »

81. Russell, Meg. **Reforming the House of Lords : lessons from overseas**. New York : Oxford University Press, 2000. 368 p.
328.41071 R965 2000

82. Sear, Chris. **Modernisation of the House of Commons : sitting hours** . London : House of Commons Library, 2002. 47 p. (Research paper : 02/41)
http://www.parliament.uk/commons/lib/research/rp2002/rp02-041.pdf

« This paper discusses recent developments in the reform of sitting hours, including the suggestions in the Leader of the House's memorandum of December 2001. It also covers the historical development of the sitting hours of the Commons, and analyses the changes brought about first by the Jopling Committee and later by the Modernisation Committee. »

83. Sear, Chris ; Strickland, Pat ; Winstone, Ruth. **Departmental select committees**. London : House of Commons Library, Parliament and Constitution Centre , 2002. 65 p. (Research paper : 02/35)
http://www.parliament.uk/commons/lib/research/rp2002/rp02-035.pdf

« The House of Commons will debate a motion to approve the First Report of the Modernisation Select Committee for 2001-02, *Select Committees*, on 14 May 2002, along with a number of other motions relating to select committees. Part I of this paper provides background to the Committee's proposals, concentrating in particular on reports of the Liaison Committee and outside bodies such as the Hansard Society and the Norton Commission. Part II of the paper gives brief historical background to the development of select committees and a review of the current system, including recent changes to standing orders. It also gives an evaluation of the select committee system. »

84. Strickland, Pat; Gay, Oonagh. **House of Lords reform : the 2001 white paper**. London : House of Commons Library, Parliament and Constitution Centre, 2002. 44 p.
Également disponible à l'adresse électronique
http://www.parliament.uk/commons/lib/research/rp2002/rp02-002.pdf
B 2001 107

« The Government published a white paper, The House of Lords : completing the reform, Cm 5291 on 7 November 2001. It is consulting on a number of proposals until 31 January 2002. The white paper endorses many of the proposals of the Wakeham Commission, which published a report on Lords reform in January 2000. However, there are a number of important areas of difference. This research paper compares the white paper's proposals to those of the Wakeham Commission. It covers the debate in both Houses of Parliament on the day the white paper was published, and looks at press reaction and other comments. It goes on to examine the electoral

proposals in more detail. »

85. Tyler, Paul ; Clarke, Kenneth ; Cook, Robin ; Wright, Tony ; Young, George. **Reforming the House of Lords : breaking the deadlock**. London : Constitution Unit, 2005. 72 p.

http://www.ucl.ac.uk/constitution-unit/files/Reformingreport5.pdf

« This report presents detailed recommendations from a cross-party group of parliamentarians for the reform of the House of Lords. The proposals seek to draw upon the recommendations of earlier groups on House of Lords reform to demonstrate that there is a coherent package around which a broad consensus can be built. The group recommends a chamber of 385 members, of whom 70% would be directly elected using proportional representation on a regional basis. Elections would take place on general election day, with members serving 12-14 year terms. Most of the remaining members would be appointed by a statutory Appointments Commission, although there would be a reduced number of seats for Bishops, and for members appointed by the Prime Minister to serve as ministers. The chamber's powers would remain unchanged, at least in the first instance, although there would be a new mechanism for resolving disputes with the House of Commons. The report makes detailed proposals for managing the transition to the new chamber, with existing peers leaving in three tranches at the next three general elections. The report is also prefaced by a brief history of House of Lords reform since 1997, and a discussion of the principles that should guide future reform. »

QUÉBEC

86. Bergeron, Jean-Paul. **La réforme des commissions parlementaires**. *Revue parlementaire canadienne*. Vol. 24, no 4 (Hiver 2001-2002). P. 9-11
Également disponible à l'adresse électronique
http://www.parl.gc.ca/infoparl/Vol24_2001/24n4_01f.htm

« Cet article pose la question si les commissions parlementaires du Québec n'ont pas atteint un degré d'autonomie suffisant pour exercer une initiative et un contrôle parlementaires à la mesure de ce qui était souhaité lors de la réforme de 1984. »

87. Lavier, Thomas. **La contribution du député de l'opposition à l'étude détaillée d'un projet de loi d'intérêt public : mémoire présenté à la Fondation Jean-Charles-Bonenfant**. Québec : T. Lavier, 2002. 39 p.
A11A8 F652 L391 2002

88. Leblanc, Diane. **Deux projets de réforme à l'Assemblée nationale du Québec**. *Revue parlementaire canadienne*. Vol. 28, no 1 (Printemps 2005). P. 4-8
Également disponible à l'adresse électronique
http://www.parl.gc.ca/infoparl/francais/issue.htm?param=164&art=1129

« Les deux projets présentés en juin dernier ont comme point de départ la précédente réforme de 1996 en raison, notamment, de la nécessité de faire des réformes parlementaires un processus continu et soutenu. Même si les propositions contenues dans ces deux projets diffèrent considérablement, elles peuvent être regroupées au sein de 4 grands thèmes, identifiés tant par le ministre délégué à la Réforme des institutions démocratiques que par le président de l'Assemblée : rapprocher le citoyen de l'Assemblée; favoriser l'autonomie et l'initiative des députés; accroître l'efficacité de leur travail, notamment en modernisant le fonctionnement de l'Assemblée et réaffirmer l'équilibre démocratique dans le cadre des délibérations parlementaires. »

89. Pinard, Claude ; Gagnon-Tremblay, Monique ; Rioux, Matthias ; Simard, Sylvain. **Quelques propositions pour revitaliser le travail en commission**. *Revue parlementaire canadienne*. Vol. 23, no 4 (Hiver 2000-2001). P. 2-11
Également disponible à l'adresse électronique
http://www.parl.gc.ca/infoparl/Vol23_2000/23n4_00f.htm

« Des progrès intéressants ont été accomplis depuis quelques années. Les commissions sont sur la bonne voie puisqu'elles ont accru leurs activités autonomes et qu'elles exercent davantage leurs pouvoirs d'initiative et de contrôle. Mais cette tendance est encore trop récente et embryonnaire pour que nous la laissions sur sa lancée sans prendre le soin de la consolider. Il faudra même, à notre avis, aller plus loin pour revivifier l'esprit de la réforme de 1984. C'est pourquoi on a énoncé un certain nombre de propositions visant à ce que les commissions deviennent un lieu de travail encore plus intéressant et stimulant pour les députés. »

90. Québec (Province). Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques. **La réforme parlementaire : cahier des propositions en bref**. Québec : Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques, 2004. 7 p.
Également disponible à l'adresse électronique
http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/01/mono/2004/07/778130.pdf
A11R431 R43 2004 Rés.

91. Québec (Province). Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques. **Le contrôle parlementaire**. Québec : Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques, 2005. 2 p.
Également disponible à l'adresse électronique
http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/01/mono/2005/04/806297.pdf
A11R431 A14 P769 2005

En tête du titre : Projet global de réforme des institutions démocratiques : briller parmi les meilleurs.

92. Québec (Province).Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques. **La participation des citoyens**. Québec : Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques, 2004. 2 p.
Également disponible à l'adresse électronique
http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/01/mono/2005/04/806275.pdf
A11R431 A14 P768 2005

93. Québec (Province). Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques. **La réforme parlementaire : cahier des propositions** . Québec : Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques, 2004. 50 p.
Également disponible à l'adresse électronique
http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/01/mono/2004/07/778127.pdf
A11R431 R43 2004

94. Québec (Province). Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques. **La participation des citoyens**. Québec : Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques, 2005. 2 p.
Également disponible à l'adresse électronique
http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/01/mono/2005/04/806290.pdf
A11 R431 A14 P768 2005

En tête du titre : Projet global de réforme des institutions démocratiques : briller parmi les meilleurs.

95. **Réforme parlementaire : document de travail : proposé par le Président de l'Assemblée nationale monsieur Michel Bissonnet.** Québec : Assemblée nationale, 2004. 245 p.
Également disponible à l'adresse électronique
http://www.assnat.qc.ca/fra/assemblee/reforme/index.htm
A11A8 R432 2004

« Le projet de réforme que je présente aujourd'hui, sous la forme d'un règlement annoté, se base sur les acquis du règlement actuel en l'adaptant à la jurisprudence développée à ce jour et aux nouvelles réalités parlementaires et technologiques. Il s'articule autour de quatre axes, soit l'autonomie et l'initiative des députés, l'efficacité de leur travail, le respect de l'équilibre démocratique dans le cadre des délibérations parlementaires et, enfin, le rapprochement entre l'Assemblée et les citoyens. Les modifications proposées sont concrètes et réalistes. Elles concernent autant les travaux de l'Assemblée que ceux des commissions parlementaires. Elles favorisent un meilleur contrôle de l'activité gouvernementale par l'Assemblée, tout en tenant compte du rôle important que joue, dans un système parlementaire comme le nôtre, le gouvernement dans l'exercice du pouvoir législatif. »

LISTE DES TITRES PARUS

DANS LA SÉRIE « BIBLIOGRAPHIES »

No 1 Privatisation/Gilberte Boilard (octobre 1986) - 50 p. **[Épuisé]**

No 2 Déréglementation/Vy-Khanh Nguyen (décembre 1986) - 121 p. **[Épuisé]**

No 3 Charte de la langue française : Loi 101/Gilberte Boilard (janvier 1987) - 62 P. **[Remplacé par le no 23]**

No 4 Les nouveaux libéralismes économiques/Joëlle Desjardins (mars 1987) - 48 p. **[Épuisé]**

No 5 Politique de l'habitation/Vy-Khanh Nguyen (mai 1987) - 54 p. **[Épuisé]**

No 6 Réforme de la taxe foncière/Joëlle Desjardins (avril 1987) - 10 p. **[Épuisé]**

No 7 Politique industrielle/Joëlle Desjardins (mai 1987) - 28 p.

No 8 Francophonie/Gilberte Boilard (mai 1987) - 78 p. **[Épuisé]**

No 9 Équité salariale/Marie-France Boulet (mai 1987) - 17 p. **[Épuisé]**

No 10 Réforme fiscale/Joëlle Desjardins (juillet 1987) - 39 p. **[Épuisé]**

No 11 Politique de l'environnement/Marie-France Boulet (octobre 1987) - 41 p.

No 12 Organisation policière/Gilberte Boilard (décembre 1987) - 26 p.

No 13 Subventions agricoles, 1980-1987/Joëlle Desjardins (décembre 1987) - 23 p.

No 14 Le Whip/Joëlle Desjardins (février 1988) - 11 p.

No 15 Discipline de parti/Gilberte Boilard (avril 1988) - 23 p.

No 16 Clause nonobstant, 2e édition/Gilberte Boilard, Joëlle Desjardins (juin 1993) - 50 p.

No 17 Heures d'affaires dans les établissements commerciaux le dimanche/Gilberte Boilard, Nicole Dufresne (novembre 1988) - 8 p.

No 18 Municipalités régionales de comté/Gilberte Boilard (décembre 1988) - 12 p.

No 19 Relations entre le Québec et les États-Unis/Guy Dionne (décembre 1988) - 5 p.

No 20 Privatisation des services de santé 1985-1988/Joëlle Desjardins (février 1989) - 13 p.

No 21 L'accord du Lac Meech, 3e édition/Joëlle Desjardins (décembre 1990) - 68 p.

No 22 Privatisation 1986-1988, 2e édition/Gilberte Boilard (décembre 1988) - 52 p.

No 23 Charte de la langue française (Loi 101), 2e édition/Gilberte Boilard (septembre 1988) - 115 p.

No 24 Charte de la langue française (Loi 101), (septembre 1988 - septembre 1992)/Gilberte Boilard (septembre 1992) - 120 p.

No 25 Avortement : prises de position et aspects juridiques/Gilberte Boilard (mai 1989) - 43 p.

No 26 Entreprises internationales, transnationales et multinationales/Johan Nadeau (janvier 1988) - 64 p.

No 27 Politiques d'immigration et d'accueil des réfugiés/Nicole Dufresne (juillet 1989) – 39 p.

No 28 Adoption internationale 1980-1989/Joëlle Desjardins (août 1989) - 12 p.

No 29 Référendums (1979-1989), 2e édition/Nicole Dufresne (novembre 1989) - 50 p.

No 30 Taxe sur les produits et services (Phase II du Livre blanc sur la réforme fiscale)/ Gilberte Boilard (novembre 1989) - 31 p.

No 31 Chartes, déclarations, recommandations et ententes concernant l'environnement/Nicole Dufresne (décembre 1989) - 17 p.

No 32 L'État et les personnes âgées/Guy Dionne (février 1992) - 21 p.

No 33 Édition du livre au Québec 1980-1990 (mise à jour du Biblio Éclair no 49 paru en décembre 1980 : « L'industrie de l'édition au Québec »)/Gilberte Boilard (janvier 1990) - 20 p.

No 34 Ombudsman - Statut, rôle, pouvoirs, organisation/Joëlle Desjardins (février 1990) - 48 p.

No 35 Conflits d'intérêts 1988-1990/Gilberte Boilard (avril 1990) - 46 p.

No 36 Gestion des déchets domestiques/Nicole Dufresne (avril 1990) - 39 p.

No 37 Statut de l'artiste/Gilberte Boilard (juin 1990) - 92 p.

No 38 Développement durable/Nicole Dufresne (juin 1991) - 23 p.

No 39 Le vieillissement de la population - 1980-1991/Joëlle Desjardins (septembre 1991) - 39 p.

No 40 Le député québécois/Nicole Dufresne (juin 1991) - 37 p.

No 41 L'accès aux documents des organismes publics 1980-1991/Gilberte Boilard (octobre 1991) - 81 p.

No 42 L'informatique dans les Parlements (2e édition)/Joëlle Desjardins (mars 1994) - 31 p.

No 43 La vie privée et l'informatique/Maria Buttazzoni (décembre 1991) - 44 p.

No 44 Bibliothèques parlementaires : histoire, fonctions, services/Gilberte Boilard et Jean-Luc Fortin (février 1992) - 78 p.

No 45 Référendums (1989-1992)/Nicole Dufresne (août 1992) - 22 p.

No 46 La présidence des Assemblées parlementaires/Joëlle Desjardins (juin 1993) - 146 p.

No 47 Les femmes et la politique aujourd'hui/Deirdre Moore (juin 1993) - 24 p.

No 48 Le financement des partis politiques/Nicole Dufresne (novembre 1993) - 24 p.

No 49 L'administration des parlements/Joëlle Desjardins (février 1994) - 29 p.

No 50 Conflits d'intérêts et éthique chez les élus, 1990-1994/Gilberte Boilard (février 1994) - 41 p.

No 51 Le personnel des parlements 1975-1994/Joëlle Desjardins (mai 1994) - 46 p.

No 52 Décroissance des fonctions publiques/Patrick Cossette (juin 1994) - 14 p.

No 53 Réforme parlementaire 1980-1995/Gilberte Boilard, Joëlle Desjardins (juin 1995) - 102 p.

No 54 L'accord du lac Meech septembre 1992 à novembre 1995/Joëlle Desjardins (janvier 1996) [*Cette bibliographie complète le no 21 - 3e édition publiée en septembre 1992*] - 33 p.

No 55 Parlement et médias 1985-1996/Gilberte Boilard, Joëlle Desjardins (mai 1996) - 12 p.

No 56 Charte de la langue française - septembre 1992 - septembre 1996/Gilberte Boilard (octobre 1996) - 70 p.

No 57 Privatisation de l'eau/Gilberte Boilard (décembre 1996) - 11 p.

No 58 L'imputabilité/Joëlle Desjardins, Guy Dionne (janvier 1997) - 56 p.

No 59 Francophonie 1987-1997/Gilberte Boilard (février 1997) - 23 p.

No 60 Le Lobbying 1985-1997/Gilberte Boilard (juillet 1997) - 33 p.

No 61 Ombudsman 1990-1997/Joëlle Desjardins (juillet 1997) - 25 p. [Mise à jour du no 34]

No 62 Obstacles à la participation politique des femmes 1987-1997/Gilberte Boilard (janvier 1998) - 31 p.

No 63 Parlement et médias 1996-1998/Service de référence, Bibliothèque de l'Assemblée nationale (mars 1998) - 8 p. [Mise à jour du no 55]

No 64 Discipline de parti 1988-1998/Gilberte Boilard (novembre 1998) - 20 p. [Mise à jour du no 15]

No 65 Le Whip 1988-1998/Joëlle Desjardins (novembre 1998) - 9 p. [Mise à jour du no 14]

No 66 La Présidence des Assemblées parlementaires/Joëlle Desjardins (avril 1999) - 22 p. [Mise à jour du no 46]

No 67 Modes de scrutin 1980-2001/Gilberte Boilard et Susanne Brillant (février 2002) – 57 p. [2^{e} édition augmentée]

No 68 Les nouvelles formes de travail/Nicole Dufresne (août 1999) - 51 p.

No 69 Le commerce électronique (1995-1999)/Marie-Hélène Fournier (oct. 1999) - 22 p.

No 70 Conflits d'intérêts et éthique chez les élus 1994-1999/Gilberte Boilard (décembre 1999) - 32 p.

No 71 Référendums (1992-1999)/Marie-Hélène Fournier (décembre 1999) - 37 p.

No 72 Démocratie électronique 1995-1999/Joëlle Desjardins (février 2000) - 23 p.

No 73 Le rôle du député (1991-2000)/Joëlle Desjardins (février 2000) - 27 p.

No 74 Revenu de citoyenneté/Gilberte Boilard (février 2000) - 12 p.

No 75 Organisation mondiale du commerce et mondialisation (1996-2000)/Marie-Hélène Fournier (mars 2000) - 24 p.

No 76 La crise de confiance envers la classe politique (1990-2000)/Gilberte Boilard (avril 2000) - 32 p.

No 77 Réforme parlementaire (1995-2000)/Gilberte Boilard (mai 2000) - 27 p.

No 78 Culture, identité nationale et mondialisation : documents publiés entre 1994 et 2000/Marie-Hélène Fournier (juin 2000) - 21 p.

No 79 Les commissions parlementaires 1990-2000/Joëlle Desjardins (avril 2001) - 41 p.

No 80 Vote électoral par Internet/Gilberte Boilard (mai 2001) - 7 p.

No 81 Vote électronique dans les parlements/Marc Audet (juin 2001) - 7 p.

No 82 Le capital social/Nicole Dufresne (août 2001) - 12 p.

No 83 Les bibliothèques parlementaires, histoire, fonctions, services 1992-2002/Gilberte Boilard (juin 2002) - 17 p.

No 84 Administration du Parlement 1994-2002/Joëlle Desjardins (septembre 2002) - 10 p.

No 85 Le lobbying 1997-2002/Gilberte Boilard (octobre 2002) - 12 p. [Mise à jour du no 60]

No 86 Les soins palliatifs 1991-2002/Luc Boudreau (mars 2003) - 11 p.

No 87 Les budgets sexospécifiques 1999-2003/Joëlle Desjardins (mars 2003) - 10 p.

No 88 Les Parlements à l'heure de la mondialisation 1996-2003/Gilberte Boilard - Joëlle Desjardins et Marie-Hélène Fournier (avril 2003) - 10 p.

No 89 Logement social 1980-2000/Marie-Hélène Fournier (avril 2002) - 13 p.

No 90 Mesures incitatives à l'accès des femmes aux fonctions électives 1992-2003/Gilberte Boilard (août 2003) - 13 p.

No 91 Démocratie électronique 1999-2003/Luc Boudreau (septembre 2003) - 11 p. [Mise à jour du no 72]

No 92 Les parlements et les technologies de l'information 1999-2003/Joëlle Desjardins (octobre 2003) - 18 p.

No 93 Le financement des universités 1995-2003/Susanne Brillant (décembre 2003) - 26 p.

No 94 Réformes administratives 1995-2003/Gilberte Boilard (octobre 2003) 19 p.

No 95 Le déséquilibre fiscal 1999-2003/Joëlle Desjardins (janvier 2004) - 6 p.

No 96 L'exode rural des jeunes au Québec et au Canada 1995-2003/Luc Boudreau (octobre 2003) - 5 p.

No 97 Partenariats public-privé 2000-2004/Gilberte Boilard (septembre 2004) 17 p.

No 98 Partenariats public-privé-secteur Eau 2004/Gilberte Boilard (octobre 2004) 15 p.

No 99 Commissions parlementaires/Marie-Hélène Fournier *2000-2004*, novembre 2004 14 p.

No 100 Modes de scrutin 2002-2004/Marie-Hélène Fournier (mars 2005) 19 p.

No 101 La présidence des Assemblées parlementaires 1993-2005/Joëlle Desjardins (avril 2005) 31 p. [Mise à jour du no 66]

No 102 Perception des citoyens des institutions politiques/Gilberte Boilard (mai 2005) 18 p. [Mise à jour du no 76]

No 103 Vote électronique et vote électoral par Internet/Martin Pelletier (mai 2005) 21 p. [Mise à jour du no 80]

No 104 Réforme parlementaire/Joëlle Desjardins (mai 2005) XX p. [Mise à jour du no 53 (1980-1995) et du no 77 (1995-2000)]